
Août 2018

Investir dans les talents pour stimuler une économie canadienne florissante, inclusive et innovante

**Mémoire présenté par Universités Canada dans le cadre du budget de 2019 devant le
Comité permanent des finances de la Chambre des communes**



Recommandation 1

Investir dans l'apprentissage pratique en :

- étendant les programmes d'apprentissage intégré au travail (AIT) fédéraux dans l'ensemble des domaines et disciplines et en particulier pour les groupes sous-représentés;
- accroissant le financement de l'AIT afin de soutenir les employeurs qui offrent des placements d'AIT utiles, avec une attention particulière pour les PME et les entreprises faisant leurs débuts dans le domaine de l'AIT;
- mettant à profit les initiatives et programmes fédéraux pour récompenser les entreprises qui prennent part à l'AIT;
- augmentant les placements professionnels de type AIT dans le secteur public;
- renouvelant et améliorant le Programme canadien des accélérateurs et des incubateurs afin d'appuyer l'apprentissage appliqué pour les étudiants et l'entrepreneuriat.

Recommandation 2

Investir dans l'accès et la réussite des Autochtones aux études postsecondaires en :

- augmentant le soutien financier direct destiné aux étudiants membres des Premières Nations, inuits et métis;
- appuyant les universités pour améliorer les programmes institutionnels et en rendant possibles des partenariats qui encouragent la réussite des étudiants autochtones durant toute la durée des études postsecondaires;
- élargissant le financement destiné à Inspire pour favoriser le soutien aux étudiants autochtones dans l'ensemble du Canada par l'intermédiaire de bourses d'études, de bourses d'entretien et de programmes d'études.

Recommandation 3

S'appuyer sur l'examen du soutien fédéral aux sciences pour investir dans les personnes hautement qualifiées et talentueuses dans le domaine de la recherche en :

- offrant davantage de bourses d'études et bourses de recherche pour parvenir au moins au niveau de l'augmentation du nombre d'inscriptions d'étudiants aux cycles supérieurs au cours de la dernière décennie;
- en ajustant la valeur de l'ensemble des bourses et en harmonisant la valeur des bourses entre les conseils subventionnaires;
- en supprimant les restrictions à la transférabilité des bourses à l'échelle internationale pour les Canadiens;
- développant la filière des étudiants des cycles supérieurs au moyen de l'élargissement des bourses de recherche de premier cycle à d'autres conseils.

Recommandation 4

Investir dans la nouvelle initiative nationale, *Expérience internationale Canada*, pour aider 15 000 étudiants canadiens de niveau postsecondaire par an à se rendre à l'étranger à un horizon de cinq ans, et 30 000 étudiants par an à un horizon de dix ans.



Recommandation 5

Soutenir les formations et recherches de pointe en fournissant des augmentations sensibles et pluriannuelles du Fonds de soutien à la recherche, sur la base des recommandations figurant dans l'examen du soutien fédéral aux sciences.

Dessiner un avenir florissant, concurrentiel et inclusif signifie mobiliser les talents et compétences de l'ensemble des Canadiens. Les universités canadiennes sont bien placées pour apporter leur pierre à cet édifice.

Les progrès technologiques et l'automatisation modifieront radicalement le marché du travail pour les étudiants d'aujourd'hui. La bonne nouvelle est qu'une expérience à l'Université confère aux étudiants les outils pour réussir dans une économie mondiale en mutation rapide.

Alors que des pays se replient de plus en plus sur eux-mêmes, le Canada doit exploiter au maximum ses accords commerciaux, en conclure de nouveaux et aider les petites comme les grandes entreprises canadiennes et les jeunes chefs d'entreprise à réussir. Agir dans ce sens signifie investir dans les talents, c'est-à-dire doter les étudiants de compétences mondiales (le genre de compétences que l'on acquiert grâce à des expériences d'études à l'étranger) et leur offrir des apprentissages pratiques. Les étudiants d'aujourd'hui résoudront des défis mondiaux et feront croître nos entreprises sur les marchés internationaux en mobilisant notre meilleur produit d'exportation, à savoir les idées canadiennes.

Les universités canadiennes se réjouissent à l'idée de travailler avec l'ensemble des parlementaires afin d'améliorer la productivité et la compétitivité du pays. Elles accueillent favorablement les consultations menées par le Comité permanent des finances sur ce thème.

Des investissements stratégiques sur tous les étudiants sont nécessaires pour veiller à ce que les Canadiens aient les outils requis pour réaliser leur potentiel dans notre économie mondiale en mutation.

Comme l'a exprimé le chef de la direction de la Banque Royale du Canada, M. David McKay, à Montréal ce printemps : « Nous devons offrir à la jeunesse de nouveaux atouts tels que l'apprentissage continu, les infrastructures numériques et les marchés mondiaux. Nous devons absolument y parvenir, car en toute franchise, nous risquons de perdre notre avantage concurrentiel. »
[TRADUCTION]

Le mémoire présenté par Universités Canada dans le cadre du budget de 2019 au Comité des finances recommande de procéder à des investissements dans les deux domaines suivants qui sont essentiels pour la compétitivité du Canada :

- le soutien aux compétences centrées sur les étudiants et tournées vers l'avenir;
- les environnements de formation et de recherche à la pointe.

L'investissement dans les compétences de l'avenir confère un avantage concurrentiel au Canada

Dans son rapport intitulé *Un pays qui apprend : outiller la main-d'œuvre du Canada avec les compétences de l'avenir*, le Conseil consultatif en matière de croissance économique a vigoureusement défendu la position selon laquelle des investissements réalisés dans la formation en matière de compétences contribueront à la prospérité de l'économie canadienne dans le contexte de l'automatisation et de la numérisation. L'essor de l'automatisation et les nouvelles possibilités en matière de commerce mondial signifient que le Canada doit faire primer la consolidation des liens



interpersonnels et des « compétences humaines », tels que le raisonnement critique, la résolution de problèmes, l'intelligence sociale et émotionnelle. Il s'agit exactement des compétences que l'on acquiert dans les universités canadiennes.

Aujourd'hui, 1,7 million d'étudiants sont inscrits dans les universités canadiennes, dont 400 000 qui sont, selon les estimations, inscrits dans des programmes de formation continue. Les diplômés des universités courent moins de risques de changer de profession en raison de l'automatisation que les personnes ayant un niveau d'études différent. Les diplômés des universités disposent de plus de possibilités pour s'adapter à l'automatisation lorsque celle-ci survient. Comme la nature des emplois évolue, les universités adoptent des approches innovantes pour ce qui est de la préparation professionnelle, notamment l'amélioration des compétences ou le recyclage professionnel à des étapes ultérieures de la vie professionnelle.

Investir dans des possibilités pratiques pour les diplômés prêts à entrer sur le marché du travail

Les intervenants du secteur éducatif, du secteur privé et du milieu étudiant s'entendent pour considérer que l'apprentissage intégré au travail confère aux étudiants les compétences nécessaires pour renforcer l'économie du Canada. D'après l'enquête récente d'Abacus menée auprès des étudiants pour l'Alliance canadienne des associations étudiantes, les stages rémunérés en lien avec le domaine d'études des étudiants constituaient la meilleure forme d'expérience pour obtenir un bon emploi après l'obtention du diplôme.

De nos jours, plus de 56 % des étudiants du premier cycle universitaire au Canada prennent part à des expériences d'apprentissage pratiques par l'entremise de stages et de programmes d'enseignement coopératif rémunérés, de projets de recherche et d'apprentissage par le service. Les incubateurs et les accélérateurs appuient également l'apprentissage appliqué des étudiants.

Mais il faut en faire davantage. Universités Canada soutient l'appel lancé par la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur pour que la totalité des étudiants de niveau postsecondaire ait accès à l'AIT.

Le gouvernement fédéral joue un rôle important dans le soutien à cet objectif. Si les investissements dans Mitacs et dans le Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour étudiants constituent des étapes importantes, le Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour étudiants ne concerne pour le moment que les étudiants en science, technologie, ingénierie, mathématiques et commerce. Cinquante pour cent des étudiants de premier cycle universitaire étudient les sciences sociales et les sciences humaines. Le Canada ne peut pas se permettre d'abandonner la moitié de ses talents. Bien que le Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour étudiants fournisse des mesures incitatives supplémentaires aux employeurs pour qu'ils recrutent des jeunes provenant de groupes sous-représentés, ces derniers restent significativement moins susceptibles de s'inscrire à des programmes de STIM. Élargir le Programme d'apprentissage intégré en milieu de travail pour étudiants afin qu'il incorpore toutes les disciplines, ainsi que le secteur non marchand, signifiera que plus d'étudiants provenant des groupes sous-représentés auront la possibilité de profiter du programme, et ce quel que soit leurs domaines d'études.

De plus, les entreprises canadiennes sont en retard par rapport à leurs concurrents internationaux dans le domaine des partenariats concernant l'enseignement supérieur. Le budget de 2019 devrait encourager les entreprises, et en particulier les petites et moyennes entreprises, à conclure des partenariats avec des établissements d'enseignement postsecondaire afin d'offrir des stages d'AIT, et à tirer parti des programmes fédéraux pour créer des possibilités d'AIT, notamment dans le secteur public. Ces



partenariats pourraient également permettre de contribuer à stimuler les réseaux et la capacité des PME à exporter vers l'étranger.

Investir dans l'accès et la réussite des étudiants autochtones

Une nouvelle relation avec les Autochtones constitue un élément essentiel de l'impératif d'inclusion du Canada pour une compétitivité durable à l'échelle internationale. Conclure des partenariats avec les Autochtones, le groupe de la population qui enregistre la croissance démographique la plus rapide, afin de parvenir à ce que les Autochtones puissent participer concrètement à l'économie canadienne est essentiel. Les investissements visant en matière d'éducation pour les étudiants autochtones peuvent s'avérer profitables pour des collectivités entières et pour l'ensemble du pays pendant des générations.

Les étudiants autochtones sont de plus en plus à la recherche de possibilités d'études au niveau postsecondaire. Aujourd'hui, 49 % des Autochtones âgés de 25 à 64 ans ont suivi des études postsecondaires. En comparaison de la population non autochtone, il demeure cependant un écart substantiel, et plus particulièrement dans le domaine des études universitaires. Ainsi, parmi les personnes âgées de 25 à 64 ans, seulement 10,9 % des Autochtones sont titulaires d'un diplôme universitaire contre 29,3 % des personnes non autochtones.

Universités Canada a participé à l'examen complet, prévu dans le budget de 2018, des soutiens aux études postsecondaires des Autochtones mené par le ministère des Services aux Autochtones. À la suite des résultats de l'examen, les investissements du budget de 2019 dans les études postsecondaires des Autochtones par l'entremise d'un soutien financier direct aux étudiants, des programmes institutionnels améliorés et un financement élargi destiné à Indspire s'avéreront essentiels.

Faire fructifier des talents hautement qualifiés

Les investissements accrus dans les bourses de recherche destinées aux étudiants sont cruciaux dans la mesure où le Canada cherche à étendre la filière des personnes diverses et fortement qualifiées disponibles dans le cadre de l'initiative de recherche et d'innovation du pays, renforçant ainsi la compétitivité canadienne à l'échelle internationale.

Grâce aux bourses d'études supérieures et aux bourses de recherche, la prochaine génération de chercheurs stagiaires peut tisser des liens avec des chercheurs dans le monde entier; améliorer ses compétences en leadership, travail d'équipe et gestion de projets; et parfaire sa capacité à expliquer ses recherches de manière efficace. Les investissements dirigés vers la recherche dans les cycles universitaires supérieurs permettent également de renforcer de très solides compétences entrepreneuriales. Ainsi, selon une enquête récente de Start-up Canada, 24 % des chefs d'entreprise canadiens étaient titulaires d'un diplôme d'études supérieures. Avec un tiers des titulaires canadiens de doctorat partant dans le milieu universitaire et les deux tiers s'orientant vers l'économie au sens large, le Canada a besoin d'accroître les investissements dans les bourses afin d'étoffer ce réservoir de talents hautement qualifiés.

Les investissements substantiels et pluriannuels figurant dans le budget de 2018 ont été fort bien accueillis par les universités canadiennes. L'une des priorités du budget de 2019 devrait être d'assurer le suivi de l'examen du programme des bourses prévu dans le budget de 2018, ainsi que des recommandations de l'examen du soutien fédéral aux sciences en investissant dans les bourses d'études supérieures et les bourses de recherche. À l'heure actuelle, le nombre de bourses ne suit pas le rythme croissant du nombre d'inscriptions d'étudiants aux cycles supérieurs. La valeur de nombre de ces



bourses n'a pas augmenté au fil des années et les restrictions placées à la transférabilité à l'échelle internationale découragent la collaboration internationale dans le domaine de la recherche.

Investir dans l'initiative *Expérience internationale Canada*

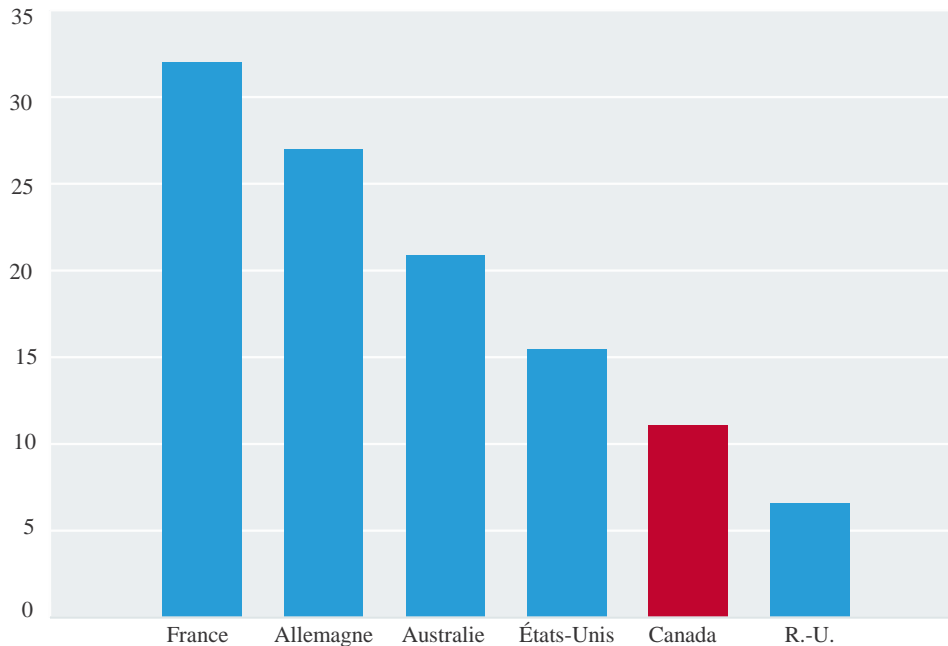
À l'heure de la fermeture des frontières et des esprits, les possibilités internationales pour les étudiants canadiens ne sont pas facultatives mais cruciales. La mobilité internationale apporte non seulement une plus grande sensibilité culturelle, mais elle dote surtout les étudiants de compétences essentielles que recherchent les employeurs au sein d'un marché de plus en plus mondial, telles que la résolution de problèmes, la communication, la persévérance et la capacité d'adaptation. Il s'agit du message pressant que renferme le rapport marquant intitulé *Éducation mondiale pour les Canadiens* et approuvé par le Conseil consultatif en matière de croissance économique. Le message est le suivant : « Si le Canada veut être compétitif dans un monde de plus en plus interconnecté et en changement rapide, la prochaine génération de leaders aura besoin d'expérience et de connexions pour travailler sur la scène internationale. » Faire fructifier des talents qualifiés à l'échelle mondiale encouragera une plus grande implication des PME canadiennes sur la scène internationale, les jeunes chefs d'entreprises et les personnes nouvelles embauchées tirant profit de leurs relations et réseaux internationaux pour les mettre au service de la croissance de leurs activités.

Le rôle de la mobilité internationale des étudiants en tant qu'outil d'égalisation sociale et économique est tout aussi important; elle crée des possibilités économiques réelles pour les étudiants provenant des groupes les moins avantagés. Les études internationales améliorent non seulement les résultats scolaires, mais elles débouchent surtout sur des taux plus élevés d'emploi après l'obtention du diplôme. Ces effets positifs sont d'autant plus importants pour les étudiants provenant de milieux plus modestes. Compte tenu de ces retombées, il est essentiel d'adapter les investissements dans le domaine de la mobilité internationale pour répondre aux besoins particuliers des étudiants provenant de groupes sous-représentés.

L'Union européenne, l'Australie et les États-Unis ont investi dans le domaine de la mobilité internationale, fixant des objectifs audacieux dans le cadre de leurs stratégies de mobilité internationale. Le Canada ne dispose d'aucun plan d'action pour ce qui est de la mobilité des étudiants. Nos résultats sont en retard sur ceux de nos principaux concurrents. **Seulement 11 %** des étudiants canadiens, principalement les étudiants qui en ont les moyens, ont vécu une expérience d'apprentissage internationale au cours de leurs études de premier cycle universitaire. De plus, bien que l'équilibre de la croissance économique mondiale et les possibilités commerciales connexes soient en train de changer, les étudiants canadiens continuent en grande majorité à choisir des destinations classiques telles que le Royaume-Uni ou l'Europe pour leurs études internationales. Pour appuyer la diversification de nos liens commerciaux, le Canada devrait inciter davantage d'étudiants à étudier à l'étranger, et un plus grand nombre d'entre eux à se rendre dans les économies enregistrant les taux de croissance les plus élevés au monde.



POURCENTAGE D'ÉTUDIANTS DU PREMIER CYCLE UNIVERSITAIRE QUI ÉTUDIENT À L'ÉTRANGER AU COURS DE LEURS ÉTUDES



Source : Groupe d'étude sur l'éducation mondiale (2017)

Pour outiller les jeunes Canadiens à rivaliser avec leurs pairs à l'échelle internationale et constituer des réseaux internationaux utiles, le Canada devrait, comme le recommande le rapport *Éducation mondiale pour les Canadiens*, fixer l'objectif de veiller à ce que 25 % de l'ensemble des étudiants de niveau postsecondaire se rendent à l'étranger, et investir dans la nouvelle initiative nationale intitulée *Expérience internationale Canada*.

Investir dans des environnements de formation et de recherche à la pointe

Les universités canadiennes ont été sensibles aux investissements prévus dans le budget de 2018 dans la recherche fondamentale et dans les talents en recherche, notamment des investissements dans le Fonds de soutien à la recherche. En s'appuyant sur ces investissements, un soutien supplémentaire dans le budget de 2019 accordé pour les frais engagés par les établissements pour la recherche permettra d'exploiter au maximum le financement existant et le nouveau financement pour les talents en recherche, ainsi que de renforcer l'environnement de découverte et d'apprentissage pour les étudiants et les chercheurs en début de carrière dans l'ensemble du Canada. Aujourd'hui, 50 % des étudiants travaillent aux côtés de chercheurs de premier plan au cours de leurs études universitaires de premier cycle. Les investissements dans le Fonds de soutien à la recherche servent à l'embauche de techniciens et directeurs de laboratoire de talent, ainsi qu'à permettre aux étudiants et chercheurs de travailler dans des établissements de formation et de recherche modernes et à la pointe. Ces investissements contribuent à faire transposer les découvertes des laboratoires vers les marchés.



L'examen du soutien fédéral aux sciences a présenté une argumentation claire et convaincante en faveur d'une augmentation des investissements destinés au Fonds de soutien à la recherche. En substance, si la recherche et l'innovation sont au cœur de la capacité du Canada à se distinguer au sein d'une économie mondiale concurrentielle, des investissements qui couvriraient l'ensemble des frais associés aux recherches permettraient aux universités canadiennes de concourir à l'échelle internationale.

Conclusion

Dans une époque de changements sans précédent à l'échelle mondiale, le Canada a besoin d'investissements stratégiques dans les compétences d'avenir et les aptitudes mondiales pour les jeunes. Comme cela est inscrit dans le rapport de la Banque Royale du Canada intitulé *Humains recherchés*, l'économie fondée sur les aptitudes de l'avenir est « une main-d'œuvre mobile et compétente qui ne cesse jamais d'apprendre, de suivre des formations et de mettre à niveau ses aptitudes pour s'adapter aux nouvelles exigences d'un monde en constante évolution ».

Le fait de mettre l'accent de manière délibérée sur les investissements dans les domaines de l'apprentissage inclusif et mondial par l'expérience, de la réussite des étudiants autochtones, de la prochaine génération de talents en recherche, et des environnements de formation et de recherche à la pointe outillera le Canada pour concourir sur la scène internationale.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

Pari Johnston

Vice-présidente, Politiques et affaires publiques

pjohnston@univcan.ca